

OCTOBRE 2011

VOLUME 7

NUMÉRO 1

L'ASSAUT
DES SCIENCES HUMAINES

MANIFESTATION NATIONALE JEUDI 10 NOVEMBRE

**Parce que l'éducation
est un droit.**

**Parce que nous sommes
contre la hausse.**

**Parce que le savoir passe
avant les profits.**

**VOTONS OUI À
LA GRÈVE ET
MANIFESTONS!**

AU DELÀ DE LA GUERRE DE CHIFFRES, LA GUERRE DES PRINCIPES

Par Alex Desrochers,
étudiant à la maîtrise en géographie

La hausse des frais de scolarité de 325\$ par année, totalisant 1625\$ à terme, annoncée par le gouvernement Charest lors de son dernier budget, n'a rien pour surprendre. En effet, depuis maintenant trop longtemps, les pseudos lucides de ce monde, avec en tête Lucien Bouchard, martèlent qu'une augmentation des frais de scolarité est inévitable pour faire face aux nombreux défis du sous-financement, pour enfin « marchander » l'éducation comme il se doit et pour être concurrentiel avec nos collègues nord-américains. Il faut bien comprendre que ces hausses de frais ne doivent pas faire l'objet d'un débat comptable, mais bien d'une lutte idéologique. Une lutte contre la marchandisation de l'éducation, une lutte contre le principe d'utilisateur-payeur, une lutte pour l'accès universel à une éducation de qualité peu importe son appartenance à une classe sociale. Il faut donc voir au-delà des chiffres pour réaliser la gravité des mutations effectuées. Il faut parler de gratuité scolaire, analyser les rapports de force dans la société et ne pas entrer dans le discours comptable que l'élite économique veut nous apporter.

Certaines associations nationales, comme la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), font partie des groupes qui entrent dans la logique comptable de l'élite québécoise. Avec leur campagne « 1625, ça ne passera pas », ils tentent, comme ils l'ont fait lors de la dernière grève étu-

diant de l'hiver 2005, de mener une campagne populiste sur un chiffre qui marquera l'imaginaire collectif. Notez qu'en 2005, les deux fédérations ont mené la lutte contre une réforme dans l'aide financière aux études en réclamant le retour des « 103 millions », et non en s'attaquant à la réforme dans son entier. Ce genre de discours, montre des failles importantes et surtout l'absence d'un projet sociale porteur d'un réel changement dans la façon de transmettre le savoir aux prochaines générations du Québec.

Du côté de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), dont sont membres les associations facultaires des sciences humaines, des arts ainsi que les étudiantes et étudiants en science politique, la lutte est menée sur la question du principe en mettant de l'avant un projet de société : une vision d'une éducation publique, gratuite, de qualité et libre de l'ingérence du privé. Bien que la lutte contre la hausse actuelle soit LA priorité, il faut garder en tête que l'éducation n'est déjà pas accessible à tous et toutes. Dans une société où les dépenses militaires sont de plus en plus élevées, où la corruption des élites politiques et économiques semble la norme, où les États se sont mis au bord du gouffre pour sauver les banques et le système financier lors de la crise économique de 2008, il faut briser l'immobilisme et le statut quo pour proposer des changements réels dans notre façon de voir la société. Il faut sortir du fatalisme et du discours de la droite pour mieux se dresser contre celui-ci, lutter et revendiquer.

Il faut remettre de l'avant une vision plus large de l'éducation et revendiquer la gratuité scolaire. Encore une fois, on pourrait entrer dans un débat de chiffres. Est-ce que la gratuité scolaire est réalisable d'un point de vue économique? Selon l'Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS), la réponse à cette question est oui. Plusieurs recherches ont été menées sur ce sujet; la démonstration économique a maintes fois été effectuée. Selon l'IRIS, réaliser la gratuité scolaire coûterait à peine 1% du budget du Québec. Pour ce faire, il faudrait bien entendu que le gouvernement cesse de se priver d'importantes sources de revenu. En effet, en abolissant la taxe sur le capital, en diminuant les impôts pour les plus riches de la société et en diminuant les impôts des grandes corporations, le gouvernement du Québec, et même celui du Canada, se privent de revenus importants pouvant financer les programmes sociaux et des mesures redistributives comme la gratuité scolaire.

Le gouvernement fait le choix délibéré d'accorder des privilèges aux ami-e-s du régime et du côté des étudiantes et des étudiants, il faudra lui forcer la main à notre tour pour qu'il renonce à la hausse des frais de scolarité et qu'il s'engage sur la voie de la gratuité scolaire. Pour ce faire, il faudra bâtir un rapport de force suffisant, réfléchir et agir.

Seule la lutte paie !

L'ESPACE, C'EST DE L'ARGENT

Par François Desrochers,
étudiant au baccalauréat en sociologie

Qui, parmi nous, n'a jamais entendu parler, de près ou de loin, du fiasco de l'Îlot Voyageur? Plusieurs l'ont subi de plein fouet pour avoir fréquenté notre université en 2007. Le plan de redressement proposé par l'UQAM pour éponger le déficit provoqué par ce projet mégalomane attisa la révolte de la population étudiante qui s'est mobilisée massivement pour empêcher la grande sape des programmes d'enseignement de notre université. D'autres personnes, arrivées dernièrement dans notre institution, n'ont eu qu'à faire le lien entre l'immense structure de béton éventrée qui trône au milieu du Quartier Latin et l'annonce par le gouvernement du Québec du remboursement conditionnel de la dette pharaonique contractée par l'UQAM pour la réalisation de ce projet. Alors que les ruines antiques abritaient jadis des institutions grandioses, les ruines modernes, comme l'Îlot voyageur, n'auront toujours été que des ruines...

pas fini de nous hanter. En effet, le manque criant de locaux dans certaines facultés de l'UQAM, auquel ce projet devait entre autres choses pallier, est on ne peut plus présent qu'en 2007. Or, si certaines facultés connaissent présentement un déficit important de locaux pour leurs activités d'enseignement et de recherche (Communi-



ment additionnel de la part du gouvernement étant établi à 10%, l'UQAM s'apprête donc à faire jouer à la chaise musicale la quasi totalité de ses facultés et services aux étudiantes et étudiants, organisant un immense réaménagement de l'ensemble de ses édifices au cours des cinq prochaines années. Ainsi, le pavillon Judith-Jasmin se verra augmenté de deux étages, la faculté des Sciences politiques et Droit se retrouvera dans le pavillon R, les Sciences de la Gestion dans le pavillon DS, le Département de Psychologie dans le pavillon SH (sur la rue Sherbrooke), le Département des Langues sera confiné dans le V, etc.

Ce « Plan Directeur Immobilier », proposé par le conseil d'administration de l'UQAM, vise par ailleurs à susciter un plus grand sentiment d'appartenance envers notre institution, en rassemblant au maximum chacune des activités d'une même faculté dans un même pavillon, dans une approche claire de marketing clientéliste, démontrant une fois de plus le glissement de nos institutions publiques dans la logique managériale des grandes corporations. Nous devons donc rester vigilantes et vigilants face à ce plan directeur immobilier et nous questionner sur ses impacts concrets sur la vie académique de notre université.

Symbole de la faillite de nos institutions d'enseignement sous-financées et mal financées, déchirées entre leur mission originale à portée universelle et leur mission nouvelle axée sur les profits d'une minorité de privilégiés, l'Îlot Voyageur n'a

ocations, 44%; Sciences politiques et droit, 25%; Sciences humaines, 11%); d'autres profitent d'un surplus (Sciences, 24%). Le déficit total de locaux pour l'ensemble des facultés se situant autour de 5% et le seuil de déficit justifiant un investisse-

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

Par Samuel Plourde,
étudiant à la maîtrise en sociologie

La hausse des frais annoncée par le gouvernement Charest provoque la colère de tout le milieu étudiant, et même au-delà. Il y a maintenant près de deux ans que le ministre des finances Raymond Bachand a annoncé son intention de continuer à augmenter les frais de scolarité après 2012. Près de 20 000 personnes ont marché dans les rues de Montréal le 1er avril 2010 pour protester contre les coupures et l'augmentation des frais dans les services publics. Le 6 décembre 2010, c'est plus de 5000 étudiantes et étudiants qui convergeaient vers le parlement de Québec pour montrer leur opposition. Le 31 mars 2011, nous étions autant dans les rues de Montréal. Tout au long du printemps et de l'été, plusieurs actions, dont une pétition, un envoi de lettres, des manifestations, des actions symboliques et artistiques, des conférences de presse, des occupations, des perturbations économiques, ont eu lieu partout à travers le Québec. On ne peut donc pas dire que le gouvernement a eu le champ libre et la conscience tranquille depuis son annonce.

Après cette année mouvementée et un automne déjà bien garni de moyens de pression diversifiés, la session d'hiver 2012 s'annonce comme un moment de mobilisation massive de la part de la population étudiante québécoise. Si le gouvernement ne recule pas face à nos autres actions et va de l'avant avec sa hausse, il nous restera encore la grève. Il y a assez longtemps que nous brandissons cette menace. Nous aurons bientôt épuisé tous les

autres moyens de pression possibles; il sera alors temps d'aller de l'avant. Il faut se rendre à l'évidence, c'est la seule façon de réellement nous faire entendre !

Mais pourquoi aller en grève ? Tout d'abord, la pression économique et politique exercée par un mouvement de grève généralisé, combatif et uni contribue à établir un rapport de force en notre faveur en face du gouvernement. Nous pourrions alors établir des modalités de rentrée en classe et les autorités ne pourront plus faire la sourde oreille. Ensuite, la grève libère les militant-e-s et leur énergie pour élaborer des actions et y participer. Ce temps libéré permet donc d'augmenter encore davantage la pression.

D'autre part, la grève, en tant qu'action collective organisée, est plus puissante que toute action individuelle ou spontanée. Dans ce cas-ci, c'est la réponse la mieux adaptée à l'attaque sans précédent visant l'ensemble de la population étudiante. Cette attaque aura des conséquences monstrueuses sur la condition étudiante et sur l'accessibilité aux études, entre autres. Il est essentiel de mettre en place un mouvement au moins aussi radical et massif que l'affront qui nous est fait. D'où la pertinence d'une grève générale illimitée.

Historiquement, la grève générale a toujours été le meilleur moyen d'obtenir des résultats à la mesure des revendications mises de l'avant. En 1968, 1974, 1978, 1986, 1996 et 2005, les étudiantes et étudiants du Québec ont utilisé avec succès cet ultime moyen de pression et ont ainsi fait en

sorte que l'éducation soit davantage accessible, en imposant des réformes de l'aide financière aux études, des gels des frais, l'abolition de mesures discriminatoires, en empêchant certaines coupures de services, etc. La grève générale est bien sûr une mesure de dernier recours, mais c'est historiquement la plus efficace pour faire plier le gouvernement.

Pour une grève générale victorieuse, le mouvement étudiant devra rejoindre l'ensemble des régions du Québec, sortir des murs de l'université et surtout rejoindre toute la population québécoise, parce que le droit à l'éducation n'est pas une lutte exclusivement étudiante; il touche à la société dans son ensemble. Nous devons également élargir nos horizons afin d'intégrer tous ceux et toutes celles touché-e-s par la hausse, y compris les étudiantes internationales et les étudiants internationaux. Une collaboration nationale entre toutes les associations étudiantes augmentera notre rapport de force.

Dans la perspective de la grève générale, le Comité Mob-UQAM, comité de mobilisation réunissant toutes les facultés de l'UQAM, sera remplacé par un comité de mobilisation axé directement sur la grève. Le Comité Grève Générale, qui vient de voir le jour, porte la tâche d'organiser la mobilisation, de préparer certaines actions et de diffuser auprès des étudiantes et étudiants de l'UQAM la nécessité de la grève à l'hiver. Restez informé-e pour connaître la date et l'heure de la première rencontre de ce futur comité.

HISTORIQUE DES GRÈVES GÉNÉRALES ÉTUDIANTES AU QUÉBEC

Année	Type de grève	Résultats
1968	Grève Générale Illimitée: 15 cégeps	-Création du réseau des Universités du Québec (UQ) -Gel des frais de scolarité -Réforme de l'aide financière aux études (AFE)
1974	Grève Générale Illimitée: 33 associations étudiantes	-Abolition des tests d'aptitudes aux études universitaires -Réformes de l'AFE
1978	Grève Générale Illimitée: 30 associations étudiantes	-Bonification et réformes de l'AFE
1986	Grève Générale Illimitée: 25 cégeps et l'UQAM	-Maintien du gel des frais de scolarité jusqu'à la fin du mandat du gouvernement -Les UQ renoncent à percevoir des frais afférents durant deux ans!
1996	Grève Générale Illimitée: 43 cégeps et 2 universités	-Maintien du gel des frais de scolarité -Augmentation des frais de scolarité pour étudiants internationaux et étudiantes internationales
2005	Grève Générale Illimitée: 185 000 étudiant-e-s	-Retour au plafond de prêt précédent (abolition de la coupure de 103 millions dans les bourses)
2008	Grève à l'UQAM	-Abolition de la liste orange, liste qui voulait abolir certains programmes d'étude -Révision du plan de redressement qui effectuait des coupures massives

RÉSUMÉ DU DERNIER CONGRÈS DE L'ASSÉ

Par Marc-André Beauchamp,
étudiant en philosophie

L'Association étudiante du cégep de Sherbrooke fut l'hôte du congrès de l'ASSÉ (Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante) lors de la fin de semaine des 24 et 25 septembre. La quasi-totalité des associations membres a mandaté des délégué-e-s pour défendre les propositions qu'elles avaient adoptées en assemblée générale. De plus, un nombre impressionnant d'associations indépendantes ou affiliées à la FECQ (provenant pour la plupart de la région du Bas-St-Laurent et du Saguenay Lac-St-Jean) sont venues prendre part aux débats. Comme on pouvait s'en douter, la collaboration avec les autres regroupements étudiants nationaux et la préparation de la grève générale illimitée prévue à l'hiver prochain furent les principaux sujets à l'ordre du jour.

Vers un mouvement étudiant uni?

En mai dernier, une soixantaine d'associations étudiantes québécoises furent fédérées au Rassemblement National Étudiant (RNE) à l'Université Laval, à Québec. Cette instance non partisane décida d'organiser une grande manifestation contre la hausse des frais de scolarité, le 10 novembre prochain, à Montréal. Par contre, la réalisation de cette proposition est beaucoup plus complexe que le simple fait de la voter. Effectivement, il est bien connu que les relations entre l'ASSÉ et les deux fédérations étudiantes (la FECQ et la FEUQ) ont souvent été tumultueuses depuis la grève de 2005 (et avant) puisque ces dernières ont été accusées d'avoir négocié une «entente à rabais» avec le gouvernement. De plus, l'appel de la FEUQ à retourner en classe fut très mal perçu par les militants et militantes puisque cela a grandement contribué à l'essoufflement du mouvement de grève initié par la CASSÉE (Coalition de l'ASSÉ Élargie). C'est pourquoi les délégations présentes au congrès ont choisi d'être prudentes et de fixer des balises minimales pour que la manifestation du 10 novembre soit organisée en collaboration avec les autres organisations étudiantes nationales. Toutefois, il est assuré que l'ASSÉ sera présente à la manifestation avec les associations étudiantes locales et nationales ayant accepté les balises déterminées par le congrès.

Ensuite, l'idée d'une collaboration à plus long terme avec les autres regroupements étudiants fut longuement discutée. Au moment du vote, aucune délégation ne s'opposa à la proposition d'entente adoptée par le RNE. Celle-ci stipule que l'ASSÉ acceptera de collaborer avec les autres organisations durant la lutte contre la hausse des frais de scolarité si elles acceptent les trois clauses suivantes. Premièrement, de refuser toute négociation avec l'État si une association nationale signataire de l'accord est exclue de la table de négociation par le gouvernement. Deuxièmement, les organisations nationales devront s'engager à ne pas recommander d'entente négociée avec le gouvernement à leurs membres afin de laisser le dernier mot aux assemblées générales locales. Finalement, elles devront s'abstenir de dénoncer les actions entreprises par les autres organisations faisant partie de l'accord de collaboration. L'ASSÉ a donc démontré une grande ouverture envers la FECQ et la FEUQ et la suite des événements repose maintenant dans les mains des associations étudiantes membres des fédérations étudiantes

puisqu'elles devront prochainement se prononcer sur cette question. Toutefois, il sera malheureusement impossible de savoir ce qui a été discuté puisque les procès-verbaux de leurs instances sont confidentiels, contrairement à ceux de l'ASSÉ.

Une campagne de grève générale illimitée bien préparée

Avec une attaque envers le droit à l'éducation aussi importante, il est peu surprenant que les débats sur la préparation de la prochaine grève générale illimitée aient occupé une place importante durant le congrès. En premier lieu, les délégué-e-s décidèrent de modifier les revendications de la campagne 2011-12 qui est désormais orientée autour des trois axes suivants:

-Contre toute hausse de frais dans une perspective de gratuité scolaire sans considération pour l'origine des étudiantes et étudiants

-Pour une éducation de qualité, libre de l'ingérence du privé

-Contre les compressions budgétaires affectant les cégeps et l'ensemble des services publics

De plus, les associations ont adopté un plan d'action détaillé pour la session. Celui-ci prévoit la tenue de plusieurs assemblées générales ayant pour objectif de prendre des mandats en faveur d'une grève générale illimitée durant la session d'hiver. Cela a pour objectif d'augmenter la pression envers le gouvernement en lui faisant comprendre que les étudiantes et étudiants sont prêts et prêts à utiliser des moyens de pression d'envergure s'il refuse de reculer. D'ailleurs, il a été voté d'inviter le gouvernement Charest à une rencontre afin de lui expliquer nos revendications et nos solutions pour financer l'éducation. C'est-à-dire la réinstauration de la taxe sur le capital pour les institutions financières, l'ajout de nouveaux paliers d'imposition et l'augmentation des taxes pour les grandes entreprises. Si le gouvernement refuse de céder, l'ASSÉ lui indiquera clairement qu'elle appellera au déclenchement de la grève durant l'hiver 2012.

S'unir autour de l'ASSÉ

Lors de la grève de 2005, la Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉE) a vu le jour afin de regrouper un maximum d'associations étudiantes désirant lutter pour l'abolition de la réforme de l'Aide financière aux études (qui comprenait les coupures de 103 millions dans le programme de prêts et bourses) en utilisant la grève comme moyen d'action. C'est pourquoi les délégations présentes au congrès ont décidé de lancer le processus de création d'une nouvelle coalition autour de l'ASSÉ sur les bases de l'opposition à la hausse des frais de scolarité, le principe de gratuité scolaire et le syndicalisme de combat. Ce dernier principe, qui est souvent mal interprété, est présent dans la proposition afin de préciser que la future coalition devra fonctionner par démocratie participative, prôner l'information aux membres ainsi que la combativité. Toutes les associations étudiantes qui sont intéressées à rejoindre cette nouvelle coalition sont donc invitées au congrès de fondation qui se déroulera à la fin novembre.

Pour plus d'information, consultez le résumé des propositions du congrès sur www.asse-solidarite.qc.ca

ACTIONS À VENIR
POUR LA SESSION D'AUTOMNE

20 OCTOBRE

FLASH-MOB

10 AU 14 OCTOBRE

SEMAINE
D'ACTIONS LOCALES
(RESTEZ INFORMÉ-E-S)

10 NOVEMBRE

MANIFESTATION
NATIONALE

FIN DE LA SESSION

ACTIONS DE
PERTURBATION
ÉCONOMIQUE

PLUSIEURS FLASH-MOB
ET ACTIONS DE VISIBILITÉ
SERONT ENCORE ORGANISÉES
DURANT LA SESSION, RESTEZ
INFORMÉ !